

TIERS SECTEUR

# En rouge et vert

Raymond Klein

**Les initiatives pour l'emploi revendiquent l'utilité collective de leurs activités. Or, l'association du social et de l'écologique n'est pas sans risque.**

En ce début de millénaire, du côté des idées progressistes, le grand rêve semble avoir laissé la place aux petites rêveries. Ainsi, les crises capitalistes des deux siècles précédents avaient à chaque fois suscité l'espoir de passer à un système « socialiste ». Mais face à la crise économique actuelle, couplée à une crise écologique rampante, la plupart des forces progressistes se contenteraient bien d'un « Green New Deal », d'une tentative de refonder l'économie capitaliste en tenant compte des exigences sociales et environnementales.

Les lobbies et les ONG « verts » s'empressent donc de déceler partout des « chances uniques » et des « constellations win-win » qui permettraient de joindre l'utile - relance de l'économie et maintien de la cohésion sociale - à l'agréable - respect de l'environnement naturel. Or, qu'il s'agisse de l'avenir de l'agriculture ou de la résorption du chômage structurel, cette association est loin d'être évidente, comme l'illustrent les deux autres articles de ce dossier.

Une idée centrale dans ce contexte est celle d'un « tiers secteur », situé entre le secteur privé et le secteur public, qui permettrait de « produire autrement », en s'affranchissant de l'obligation de profits maximaux tout

en valorisant l'esprit d'initiative des individus. Longtemps marginale au Luxembourg, cette « économie sociale » a connu une expansion rapide dans le contexte des « initiatives pour l'emploi » lancées par les deux grands syndicats. Dans les années 90, ces initiatives affirmaient surtout faire de l'insertion par le travail, en s'occupant des chômeurs difficiles à placer sur le premier marché de l'emploi. Désormais, leur mot d'ordre est celui de l'utilité sociale : donner non seulement un travail aux chômeurs, mais un travail qui fasse sens - notamment d'un point de vue écologique.

## Vision brouillée

Depuis la constitution du nouveau gouvernement, cette approche « win-win » a été renforcée par la nomination d'un ministre délégué à l'économie sociale en la personne de Romain Schneider (LSAP). Jusqu'alors, en pratique, c'était le ministre du travail François Biltgen (CSV) qui était en charge de ce ressort. Biltgen s'était toujours montré prudent sur l'amalgame entre lutte contre le chômage et activités à utilité collective. Mettant en avant les limites de sa compétence ministérielle, il insistait sur l'importance de maintenir l'insertion sur le premier marché de l'emploi comme objectif principal, plutôt que de donner simplement aux chômeurs un travail, fût-il collectivement utile. Avec Schneider, ex-préposé de l'Adem à Wiltz, puis bourgmestre et co-fonda-

teur de l'initiative pour l'emploi dans cette même ville, c'est le pragmatisme qui primera sur la prudence.

Il est vrai qu'à première vue, l'idée de base est séduisante. D'un côté, suite à l'évolution vers l'économie de la connaissance combinée aux carences du système éducatif et à l'effet de la

crise, de plus en plus de résident-e-s luxembourgeois-es se retrouvent au chômage. De l'autre, de nombreuses activités utiles, mais peu profitables, ne sont pas effectuées par les entreprises privées : entretien d'espaces verts, encadrement de personnes du troisième âge, jardinage et petites ré-



**OEKO-FOIRE'09**

À VOTRE TOUR DE CONSOMMER DIFFÉREMMENT

18 - 20 septembre 2009  
Luxexpo - Kirchberg - Luxembourg  
Tél. 43 90 30-1 [www.oeko.lu](http://www.oeko.lu)

 

Vendredi 18.9. : 14.00 - 21.00 | Samedi 19.9. et Dimanche 20.9. : 10.00 - 19.00

PHOTO : JEROEN KRANSEN / WIKIMEDIA COMMONS



Déblayage de la neige à Toronto. Une approche plus « high-tech » qu'à Wiltz ... et moins écologique.

parations. Pourquoi dès lors ne pas faire effectuer celles-ci par justement ceux-là ? Or, deux écueils risquent de faire échouer cette solution magique.

### Voie enneigée

Un premier risque provient de la prétention des acteurs du tiers secteur de proposer des services que les entreprises privées ne peuvent ou ne veulent pas offrir. Appliquée de manière conséquente, cette complémentarité évite les discussions sur la concurrence déloyale des initiatives pour l'emploi comme il y en a eu par le passé. Mais cela ne conduit pas forcément à « produire autrement » : une bonne partie des services que peuvent prester des personnes faiblement qualifiées consiste en « petits boulots » : nettoyer la voiture, livrer des repas au bureau, faire les courses. Ces services ne sont pas particulièrement écologiques et certainement incompatibles avec les idées de durabilité et de suffisance, car ils impliquent de décharger une personne de tâches mesquines pour leur permettre de se stresser plus au travail, de gagner plus d'argent et de se payer encore plus de services aux personnes ...

Les exemples de services véritablement durables, comme la réparation d'appareils mécaniques ou électroniques, sont rares, à cause de l'encadrement nécessaire et de la vague de produits bon marché et jetables. Par contre, une des occupations phares des initiatives pour l'emploi

consiste dans le nettoyage des autoroutes - une tâche collectivement utile, mais écologiquement absurde. Des activités de ce type rapprochent ces initiatives de ce qu'on appelle le *workfare* : faire effectuer par des chômeurs « incorrigibles » des « boulots de merde », en les payant au plus bas prix.

Bien sûr, tout n'est pas si noir, et les initiatives pour l'emploi se consacrent à de nombreuses activités dont l'impact sur l'environnement et la société est indubitablement positif - et qui en plus sont valorisantes pour les personnes qui les effectuent. Dans une interview publiée sur le site [www.ecosol-online.lu](http://www.ecosol-online.lu) le nouveau ministre Romain Schneider cite notamment les services aux personnes âgées comme le déblayement des trottoirs enneigés. Il se félicite que les personnes qui effectuent cette tâche,

particulièrement importante dans le Nord du pays, sont aussi amenées à entretenir le lien social local. On peut aussi imaginer que les activités de jardinage seraient étendues à l'entretien des espaces naturels ruraux. Il s'agit là d'un des « nouveaux métiers verts » dans l'agriculture, un ressort dont est responsable le ministre... Romain Schneider.

« A Wiltz, on a une situation win-win-win, entre la commune, les citoyens bénéficiaires et les personnes qui étaient à la recherche d'un travail », explique Schneider. Cela met en évidence le second écueil : les effets pervers du recours massif aux initiatives pour l'emploi de la part des acteurs publics. Ainsi, une des discussions les plus passionnées des dernières années concernait la participation des initiatives à des souscriptions publiques. Le « win-win-win » représen-

te alors surtout un gain d'argent pour la commune, qui est tentée d'externaliser de plus en plus d'activités vers les initiatives. Or, une chose est de décider d'externaliser au profit d'ONG ou d'entreprises privées, une autre est de privilégier les initiatives à cause de leur effet anti-chômage et de leur coût peu élevé. Ce recours aux initiatives risque de dévaloriser les activités « collectivement utiles », aussi bien au niveau des salaires que de la qualité des prestations, et ultérieurement aussi au niveau de la reconnaissance sociale de ces activités.

John Castegnaro, président de la plus grande initiative pour l'emploi, semble être conscient du problème. Dans un débat de mars 2009 avec François Biltgen, il a crûment évoqué le risque de travailler avec les laissés-pour-compte du marché de l'emploi : « Allons-nous devenir la 'poubelle de la nation' ? Non, nous ne voulons pas distribuer leur pitance aux chômeurs, donc il nous faut une mixité du personnel. » En ces temps de crise et de menace de chômage massif, il faut sans doute se montrer pragmatique et utiliser le tiers secteur pour maintenir la cohésion sociale, en espérant des jours meilleurs. Mais feindre ignorer les risques de dérive serait le moyen le plus sûr de s'y exposer. Que le franc-parler de John Castegnaro serve d'exemple à tous les prêcheurs de « win-win ».

### Oeko-Foire-Thema Ernährung

Dass Ernährung eine hochpolitische Angelegenheit ist, wissen Sie als woxx-LeserInnen schon längst. Viele von Ihnen stürzen sich, wie auch das woxx-Team, zur Oeko-Foire mit Begeisterung ins „Politische“ ... umso mehr weil Bio-Gastronomie dieses Jahr im Mittelpunkt steht. Doch über die Frage hinaus, welche Produkte „öko“ sind, stellt sich jene, in welchem gesellschaftlichen Zusammenhang sie produziert werden. Auf diese Frage gehen die drei Beiträge unseres Oeko-Foire-Dossiers ein.